

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1994 B 12946 Numéro SIREN : 340 429 653 Nom ou dénomination : UJA

Ce dépôt a été enregistré le 03/12/2020 sous le numéro de dépôt 105593

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 03-12-2020

N° DE DEPOT : 105593

N° GESTION : 1994B12946

N° SIREN : 340429653

DENOMINATION : UJA

ADRESSE : 117 quai de Valmy 75010 Paris

MILLESIME : 2019

Comptes annuels

CERTIFIE CONFORME



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	50		50	
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	4 178 683	927 477	3 251 206	2 988 508
Fonds commercial	38 321 655	14 766 106	23 555 549	25 590 346
Autres immobilisations incorporelles	157 803		157 803	157 803
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	6 884 819	4 884 032	2 000 787	2 272 408
Installations techniques, matériel, outillage	2 177 788	2 139 034	38 764	78 005
Autres immobilisations corporelles	28 289 612	16 345 510	11 944 102	15 138 052
Immobilisations en cours	911 717		911 717	245 497
Avances et acomptes	153 534		153 534	153 534
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations per mise en équivalence				
Autres participations	13 496 324	13 033 606	462 718	462 718
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	990 931		990 931	990 931
Prêts	651 197		651 197	651 197
Autres immobilisations financières	4 004 671		4 004 671	4 014 103
ACTIF IMMOBILISE	100 218 783	52 095 765	48 123 018	52 741 102
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	1 886 144	147 062	1 739 082	1 599 095
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	23 722 205	4 841 688	18 880 517	20 191 860
Avances et acomptes versés sur commandes	1 432 341		1 432 341	1 645 616
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 641 842	118 843	1 522 999	1 755 402
Autres créances	17 949 613	1 475 409	16 474 204	14 542 967
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	164 262		164 262	164 262
(dont actions propres :)				
Disponibilités	9 625 799		9 625 799	7 637 720
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	5 396 081		5 396 081	4 282 145
ACTIF CIRCULANT	61 818 287	6 583 001	55 235 285	51 819 067
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	162 037 070	58 678 767	103 358 303	104 560 169

Rubriques		31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé :	18 420 925)	18 420 925	18 420 925
Primes d'émission, de fusion, d'apport		2 492 649	2 492 649
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale		1 842 092	1 842 092
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours	)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes	)	20 026 250	20 028 250
Report à nouveau		-32 748 882	-30 637 103
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		715 153	-2 111 762
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		10 748 188	10 033 051
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		1 028 087	1 087 813
Provisions pour charges			
PROVISIONS		1 028 087	1 087 813
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		435 055	92 126
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs	)	66 610 739	71 339 399
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			815 533
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		19 108 628	16 173 274
Dettes fiscales et sociales		4 952 444	4 719 052
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			299 922
Autres dettes		445 873	
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		29 289	
DETTES		91 582 029	93 439 305
Ecart de conversion passif			
TOTAL GENERAL		103 358 303	104 560 169

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises	64 484 852	13 332 079	77 818 931	79 541 034
Production vendue de biens				
Production vendue de services	23 959		23 959	
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	64 508 812	13 332 079	77 840 890	79 541 034
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 474 534	9 483 880
Autres produits			459 387	358 653
PRODUITS D'EXPLOITATION			79 774 792	89 383 467
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			18 388 164	19 613 056
Variation de stock (marchandises)			3 533 088	-2 633 628
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			4 446 828	5 809 067
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-161 502	202 971
Autres achats et charges externes			49 118 985	49 432 829
Impôts, taxes et versements assimilés			1 953 653	1 546 682
Salaires et traitements			11 581 600	11 411 089
Charges sociales			3 979 192	3 499 203
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 169 237	5 439 013
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			364 459	7 660 880
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			-1 969 786	8 254 082
Dotations aux provisions			188 613	113 429
Autres charges			147 182	321 916
CHARGES D'EXPLOITATION			96 733 694	110 670 569
RESULTAT D'EXPLOITATION			-16 958 903	-21 287 101
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			263 898	71 809
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			78 213	237 149
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			37 411	290
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			379 522	309 248
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				90 859
Intérêts et charges assimilés			1 334 440	1 501 822
Différences négatives de change			59 703	27 152
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 394 144	1 619 832
RESULTAT FINANCIER			-1 014 622	-1 310 584
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-17 973 525	-22 597 686

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	23 018 710	27 147 053
Produits exceptionnels sur opérations en capital	177 292	216
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		189 705
PRODUITS EXCEPTIONNELS	23 196 002	27 336 974
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 932 271	4 402 562
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 575 054	2 436 076
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 507 325	6 838 638
RESULTAT EXCEPTIONNEL	18 688 677	20 498 336
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		12 412
TOTAL DES PRODUITS	103 350 316	117 029 689
TOTAL DES CHARGES	102 635 163	119 141 451
BENEFICE OU PERTE	715 153	-2 111 762

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2018

A) Faits caractéristiques de l'exercice

Activité

Au cours de l'année 2018, sur la France, 5 magasins ont été fermés par la Société, à l'inverse 1 nouveau magasin image, 5 nouveaux outlets, 1 nouveau corner au Printemps ont été ouverts et 2 magasins ont été repositionnés dans le même centre commercial ou dans la même ville.

De plus 2 affiliés ont interrompu leur contrat avec UJA.

Sur la Belgique, un magasin a été fermé et deux autres magasins ont été ouverts.

En Italie, un nouveau corner chez Coin a été ouvert.

Notre magasin Suisse a été fermé à la fin de l'année et pour le moment nous restons en attente de repositionnement.

A l'international, nous avons 2 nouveaux master franchisés : un russe avec 3 magasin et un maltais avec un magasin.

Le programme de rénovation des boutiques au nouveau concept s'est poursuivi à un rythme un peu plus réduit, avec la rénovation de 14 magasins. A fin 2018, il restait dans le réseau des succursales 4 magasins non rénovés dans le Groupe en attente d'un repositionnement géographique.

Dans la continuité des années précédentes, la société UJA a souffert d'une conjoncture économique difficile avec un attentisme des consommatrices dans un marché du PAP en recul et avec une fréquentation en recul notamment sur la fin de l'année avec le mouvement des gilets jaunes. Le repositionnement de la marque se poursuit avec un rajeunissement des clientes et une politique de promotion moins agressive que dans le passé avec une volonté de montée en gamme.

La société UJA a réglé en juin 2018 la quatrième échéance du passif dont le règlement avait été étalé sur 8 ans en vertu du plan de sauvegarde homologué par le Tribunal de Commerce de Paris le 16 juin 2014, pour un montant de 369 milliers d'euros.

Les charges restent sous contrôle avec un management lean, mais les loyers et la masse salariale, sont des coûts fixes importants.

Actionnariat et participations

Pas de changement cette année : la Société reste détenue intégralement par la société FUJA Holding.

La maison-mère de la Société a consenti un abandon de créance de 23 millions d'euros (contre 26 millions l'année précédente) afin de reconstituer les capitaux propres (et de rester supérieurs à la moitié du capital social) de la Société qui cette année n'a pas bénéficié de vente exceptionnelle de magasins.

En 2018, la Société a consenti un nouvel abandon de créances avec clause de retour à meilleur fortune de 1.75 millions d'euros à sa filiale UJA Europe (Belgique) afin de reconstituer ses capitaux propres. Les titres avaient déjà été dépréciés à 100%.

En ce qui concerne UJA Italia, les titres restent provisionnés à 100% en revanche UJA a constaté une reprise sur la provision de compte courant pour ramener cette dernière à hauteur du dit compte courant.

De même sur UJA Espagne les titres restent provisionnés à 100% et UJA a constaté une reprise sur la provision de compte courant pour ramener cette dernière à hauteur du dit compte courant.

Sur UJA Suisse, les titres restent provisionnés à 100% et une provision complémentaire a été passée pour couvrir 100% du compte courant.

B) Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

C) Règles et Méthodes Comptables

La société UJA présente ses comptes sociaux selon les principes et méthodes comptables définis par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général modifié.

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2018, à l'exception du règlement n° 2018-01 du 20 avril 2018 concernant les changements de méthodes, changements d'estimation et corrections d'erreurs qui est applicable aux exercices ouverts à la date de publication du règlement, soit à la clôture du 31 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Continuité d'exploitation

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation. Certes la société fait apparaître un résultat net bénéficiaire de 715.153€ , mais son exploitation reste structurellement déficitaire. Néanmoins la direction de la société considère que la continuité d'exploitation n'est pas compromise du fait du soutien de l'actionnaire unique, FUJA Holding, via une lettre de confort (FUJA Holding bénéficiant lui-même d'une lettre de confort de son actionnaire unique à savoir BANQUE POPULAIRE DEVELOPPEMENT).

Changement d'estimation comptable

Il n'y a pas eu de changement d'estimation comptable sur cet exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût individuel d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou d'apport, hors frais d'acquisition des immobilisations.

Après analyse par la direction, selon le règlement 2015-06 du 23-11-2015 de l'ANC, le mali de fusion existant au 1^{er} janvier 2016 a été maintenu dans la rubrique « Fonds de commerce », car il n'a pas pu être affecté à des éléments identifiables.

UJA

117 Quai de Valmy

75 010 Paris

31/12/2018

En disposition de l'application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis.

Par conséquent nous avons constitué une provision pour dépréciation sur la base d'estimation d'expert. Sur quelques cas, cette estimation d'expert n'a pas été retenue, mais nous nous sommes basées sur le CA et l'exploitation du point de vente quand ils dégagent une rentabilité importante.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Construction à usage commercial : 20 ans

Matériel de transport : 5 ans

Installations et agencements des constructions : 5 à 10 ans

Matériel de bureau et outillage : 5 à 8 ans

Conformément à l'article 214-5 du PCG qui prévoit ainsi qu'une dépréciation doit être constatée si la valeur actuelle de l'immobilisation est devenue inférieure à sa valeur nette comptable les immobilisations des magasins dont la rentabilité est négative avec une faible chance de retournement ont été dépréciés à 100%.

c) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont inscrites au bilan pour leur valeur historique. Elles se décomposent en titres de participation des filiales, dépôts et cautionnements, et autres titres immobilisés et sont à échéance plus d'un an.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les compléments de prix d'acquisition sont évalués et constituent un élément de ce coût d'acquisition.

Par ailleurs, en application du règlement CRC n° 2004-06, les frais d'acquisition à compter de 2006 sont étalés sur 5 ans par le biais de la constatation d'un amortissement, dont le point de départ est la date d'acquisition des titres.

A la clôture de l'exercice, les valeurs des titres sont comparées aux valeurs d'utilité. La valeur d'utilité d'un titre est fonction de l'actif net corrigé des plus-values et moins-values latentes, de l'évolution attendue des résultats et de l'intérêt économique de la participation pour la Société.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition, une provision est constituée, égale à la différence entre la valeur d'utilité et le coût d'acquisition.

d) Stocks

Les stocks fabriqués sont évalués à leur coût d'acquisition selon la méthode CUMP (Coût Unitaire Moyen Pondéré) : celui-ci comprend le prix d'achat des matières premières majoré des coûts de sous-traitance et des frais accessoires d'achat.

Les stocks de marchandises sont évalués au coût de revient moyen pondéré. Celui-ci comprend le prix d'achat des marchandises majoré des frais accessoires d'achat.

	2017	2018
Stock tissu	1 724 642	1 886 144
Stock PF	27 255 273	23 722 205
TOTAL	28 979 915	25 608 349

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque des décotes significatives sur des produits d'anciennes saisons sont nécessaires pour la réalisation de la vente ou lorsque la valeur brute d'un article est inférieure à sa valeur de réalisation, notamment dans le cas de destruction programmée de marchandises.

Cette année il n'y a pas eu de modification des taux de dépréciations.

e) Créances clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Elles sont dépréciées, le cas échéant, pour tenir compte des difficultés de recouvrement dont elles pourraient faire l'objet.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition (hors frais accessoires). Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

g) Charges constatées d'avance

À la date de clôture de l'exercice, ce poste comprend essentiellement des redevances de loyers et charges locatives, des charges de maintenance, des droits d'entrée déductibles et amortis sur la durée du bail.

h) Emprunts et dettes

Les emprunts et dettes sont comptabilisés à leur valeur nominale.

i) Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement CRC N° 2000-06 sur les passifs « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions correspondent aux passifs répondant aux critères suivants :

- le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise ;
- l'incidence économique est négative pour la Société, ce passif s'analysant comme une obligation de la Société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

j) Variation des capitaux propres

POSTES	SOLDE OUVERTURE	FLUX 20 - RESULTAT	RESULTAT DE L'EXERCICE	SOLDE CLOTURE
CAPITAL SOCIAL	18 420 925			18 420 925
PRIME D'EMISSION	2 114 927			2 114 927
PRIME DE FUSION	377 722			377 722
RESERVES LEGALES	1 842 092			1 842 092
AUTRES RESERVES	20 026 250			20 026 250
REPORT A NOUVEAU	-30 637 120	-2 111 762		-32 748 882
RESULTAT DE L'EXERCICE	-2 111 762	2 111 762	715 153	715 153
	10 033 034	0	715 153	10 748 187

**Le capital social d'UJA est composé de 736 837 actions de 25 euros.*

k) Consolidation

Les comptes au 31 décembre sont consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés de la société FUJA Holding inscrite au RCS de Paris sous le N° 340 429 653 et dont le siège social est situé au 117 quai de Valmy 75.010 Paris

l) Honoraires commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont mentionnés dans l'annexe des comptes consolidés.

m) Mandataires sociaux

Aucun membre des organes de direction, d'administration et de surveillance n'a fait partie de l'effectif salarié en 2018.

n) Intégration fiscale

FUJA Holding constitue, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007, un groupe fiscalement intégré avec la société UJA et les filiales françaises de la société UJA, conformément aux articles 223-A et suivants du Code Général des Impôts.

FUJA Holding, en tant que société tête de groupe, a donc été autorisée à se constituer seule redevable de l'impôt sur les sociétés du groupe fiscal en vue de la détermination du résultat d'ensemble du groupe fiscal, conformément aux dispositions des articles 223-A et suivants du C.G.I.

En conséquence, en application des dispositions de l'article 1 de la Convention d'intégration fiscale signée le 7 mars 2008 :

- A la clôture d'un exercice bénéficiaire, les sociétés filiales verseront chacune à la société tête de groupe, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe fiscal et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé leur résultat et/ou leur plus-value nette à long terme de l'exercice si elles étaient imposables distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont elles auraient bénéficié en l'absence d'intégration ;
- A la clôture d'un exercice déficitaire, les sociétés filiales ne seront titulaires à raison de cette situation d'aucune créance sur la société tête de groupe, pas même dans le cas où cette dernière se sera constituée une créance sur le Trésor en optant pour le report en arrière du déficit d'ensemble.

o) Transactions entre parties liées

Il n'existe aucune transaction ayant une importance significative et qui n'ait pas été conclue à des conditions normales de marché.

p) Engagements hors bilan

La valeur des engagements pour les indemnités de départ à la retraite des salariés de la Société est de 769 365 euros. Les principales hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements sont les suivantes :

- âge de départ à la retraite à 65 ans soit le taux plein de la Sécurité Sociale;
- taux d'actualisation de 1.55% ;
- taux de revalorisation des salaires 1.5% ;
- turnover compris entre 0% et 30%, en fonction des statuts et des tranches d'âge.

En 2018, la société UJA a consenti un nouvel abandon de créances avec clause de retour à meilleur fortune de 1.75 millions d'euros à sa filiale UJA Europe (Belgique) afin de reconstituer ses capitaux propres. Les titres avaient déjà été dépréciés à 100%.

q) Prise de participation

Néant au titre de l'année 2018.

r) Effectif moyen du personnel (équivalent temps plein)

EFFECTIF	31/12/2017	31/12/2018
Cadres	14,3	15,5
Non cadres	419,8	418,5
Total	434,2	434,0

s) Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi s'élève à 625.265 euros pour l'exercice 2018 contre 704 874 euros pour l'exercice précédent du fait de la réduction de taux de 7% à 6%.

Il a été comptabilisé en déduction des charges sociales dans un poste Spécifique « CICE ».

Il est réinvesti en formation et recrutement du personnel.

Annexes

Rubriques	Debut d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			8 316
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	44 419 257		581 413
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	1 122 062		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	6 885 338		3 257
Install. techniques, matériel et outillage ind.	2 356 732		2 959
Installations générales, agenc., aménag.	22 030 877		1 946 244
Matériel de transport	196 515		1 140
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 302 467		317 887
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	245 497		4 290 212
Avances et acomptes	153 534		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	37 293 020		6 561 500
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	13 496 324		
Autres titres immobilisés	990 931		
Prêts et autres immobilisations financières	4 665 299		455 829
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	19 152 555		455 829
TOTAL GENERAL	100 864 831		7 605 059

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT		6 267	50	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		2 342 530	42 658 140	
Terrains				
Constructions sur sol propre			1 122 062	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.		1 125 837	5 762 767	
Installations techn., matériel et outillages ind.		181 902	2 177 788	
Installations générales, agencements divers		253 522	23 723 599	
Matériel de transport		103 900	93 755	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		147 897	4 472 258	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		3 623 992	911 717	
Avances et acomptes			153 534	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		5 437 050	38 417 470	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			13 496 324	
Autres titres immobilisés			990 931	
Prêts et autres immobilisations financières		465 261	4 655 868	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		465 261	19 143 123	
TOTAL GENERAL		8 251 107	100 218 783	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	608 781	318 716		927 477
Terrains				
Constructions sur sol propre	169 554	56 103		225 657
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions Installations générales, agenc., aménag.	5 655 125	193 289	1 100 350	4 748 064
Installations techniques, matériel et outillage Industriels	2 278 726	39 231	178 923	2 139 034
Installations générales, agenc. et aménag. divers	8 298 209	4 094 061	117 324	12 274 945
Matériel de transport	144 629	13 380	62 281	95 728
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 861 279	454 457	102 781	3 212 955
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 407 523	4 850 521	1 561 660	22 696 384
TOTAL GENERAL	20 016 284	5 169 237	1 561 660	23 623 861

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre				
TOTAL				

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 087 813	188 613	248 339	1 028 087
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. flac. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 087 813	188 613	246 339	1 028 087
Dépréciations immobilisations incorporelles	15 073 839	5 709 739	6 017 472	14 766 106
Dépréciations immobilisations corporelles		672 192		672 192
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	13 033 606			13 033 606
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	7 188 960	4 988 750	7 188 960	4 988 750
Dépréciations comptes clients	152 341	122 861	156 359	118 843
Autres dépréciations	1 906 230	111 582	542 403	1 475 409
DEPRECIATIONS	37 354 975	11 605 123	13 905 193	35 054 905
TOTAL GENERAL	38 442 788	11 793 736	14 153 532	36 082 992
Dotations et reprises d'exploitation		11 605 123	13 905 193	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	651 197	651 197	
Autres immobilisations financières	4 004 671	4 004 671	
Clients douteux ou litigieux	153 213	153 213	
Autres créances clients	1 488 628	1 488 628	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	153 402	153 402	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 805 367	2 805 367	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	625 265	825 285	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	14 365 578	14 365 578	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	5 396 081	5 396 081	
TOTAL GENERAL	29 643 403	29 643 403	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	407 774	407 774		
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine	27 281	27 281		
Emprunts et dettes financières divers	39 343 163	39 343 163		
Fournisseurs et comptes rattachés	19 108 628	19 108 628		
Personnel et comptes rattachés	862 985	862 985		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 461 897	1 461 897		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 709 321	1 709 321		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	918 242	918 242		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	445 873	445 873		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	29 289	29 289		
TOTAL GENERAL	64 314 453	64 314 453		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2018
CHARGES A PAYER		
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		
408100	SERVICES FACT NON PARVENUES	11 255 625,03
408200	TISSUS FACT NON PARVENUES	326 797,29
408300	PRODUITS FINIS FACT NON PARVENUES	1 303 548,09
408611	FNP PRESTATIONS DIVERSES	-15 263,85
408613	FNP LOYERS	1 540 829,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		14 413 530,76
AUTRES DETTES		
418900	AVOIRS A ETABLIR	168 281,78
418850	BONS ACHATS	50,00
455600	ASSOCIES C/C INTERETS COURUS	220 999,00
TOTAL AUTRES DETTES		389 330,78
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
428200	PROVISIONS / CONGES PAYES	828 825,11
428300	PROVISIONS / RTT	3 284,08
428400	DETTES PROV PART SALARIAL	8 533,04
428600	AUTRES CHARGES A PAYER	137 750,00
438200	CHARGES SOCIALES SUR PROV CP	239 171,83
438300	CHARGES SOCIALES SUR PROV RTT	1 247,94
438600	PROV CH SOCIALES A PAYER	69 987,00
448010	ETAT CHARGES A PAYER - S -	30 884,50
448610	ETAT CHARGES A PAYER -TAXE APPRENTI	121 169,00
448620	ETAT CHARGES A PAYER - FORM CONTINU	154 839,28
448630	ETAT CHARGES A PAYER EFFORT CONSTRU	49 512,00
448640	ETAT CHARGES A PAYER AGEFIP	84 325,80
448650	ETAT CHARGES A PAYER TAXE ECO	13 954,48
448660	ETAT TAXE A PAYER ORGANIC	102 300,39
448670	ETAT CHARGES A PAYER CVAE	54 528,00
448680	ETAT CHARGES A PAYER CET-CFE	23 823,28
448690	TASCOM	180 548,84
448691	ETAT CHARGES A PAYER - TVS	24 748,99
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		1 807 040,44
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		
518600	INTERETS A PAYER	27 281,11
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		27 281,11
TOTAL CHARGES A PAYER		16 737 189,09

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2018

Compte	Libellé	31/12/2018
480000	DROIT ENTREE DEDUCTIBLE	578 330,85
TOTAL		578 330,85
TOTAL		578 330,85
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION		
486000	SERVICES CONSTATES AVANCE	848 724,30
486100	TISSUS CONSTATES AVANCE	1 491,08
486613	CCA LOYERS	3 887 534,97
486620	CCA MARKETING-WEB	-29 289,30
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION		4 788 461,05
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		4 788 461,05

Compte	Libellé	31/12/2018
PRODUITS A RECEVOIR		
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
418100	CLIENTS FACT A ETABLIR	247 492,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		247 492,00
AUTRES CREANCES		
408801	AVOIRS A RECEVOIR TISSUS	980,80
448700	ETAT PRODUITS A RECEVOIR	525 266,23
468700	PRODUITS A RECEVOIR	23 301,05
TOTAL AUTRES CREANCES		649 526,88
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		897 018,88

Charges et produits exceptionnels

Déclaration au 31/12/2018

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	156 630	
CHARGE EXCEPTIONNELLE - ABANDON DE CREANCES	1 750 000	
CHARGE EXCEPTIONNELLE INDEMNITES TRANSACTIONS	25 202	
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR EX/ANTERIEURS	439	
VALEUR NETTE IMMOS INCORPORELLES	2 342 530	
VALEUR NETTE IMMOS CORPORELLES	232 524	

TOTAL	4 507 325	
-------	-----------	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
PRODUIT EXCEPTIONNEL - ABANDON DE CREANCES	23 000 000	
DIFFERENCES REMISES CLIENTS	18 710	
PRODUITS CESSION IMMOS CORPORELLES	31 246	
	146 047	

TOTAL	23 196 002	
-------	------------	--

Filiales et participations

Dénomination sociale	Activité	Pays	Capitaux Propres avant résultat	% de détention	CA en (k€)	Résultat du dernier exercice clos 31-12-2018 en (k€)
UJA CREATION	Prestation de services à UJA	France	3	99,50%	1 764	61
UJA PROMOTION	Prestation de services à UJA	France	1 481	100%	3 663	87
DEMAFOR	Prestation de services à UJA	France	2 112	100%	1 886	(48)
UJA EUROPE	Distribution de la collection UJA en boutique	Belgique	872	98,9%	7 485	(334)
UJA ITALIA	Distribution de la collection UJA en boutique	Italie	1 212	100%	1 956	(335)
UJA ESPANA	Distribution de la collection UJA en boutique	Espagne	(79)	100%	445	(13)
VETSHOP	Distribution de la collection UJA en boutique	Luxembourg	2 882	100%	2 614	181

Dénomination sociale	Activité	Pays	Capitaux Propres avant résultat	% de détention	CA en (k CHF)	Résultat du dernier exercice clos 31-12-2018 en (k CHF)
UJA SUISSE	Distribution de la collection UJA en boutique	Suisse	(195)	100%	171 k CHF	-434 k CHF

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	736 837			25
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Engagements financiers donnés et reçus

Déclaration au 31/12/2018

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres
IFC	769 365				769 365

TOTAL	769 365				769 365
--------------	----------------	--	--	--	----------------

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres
UJA EUROPE	1 750 000		1 750 000		
Abandon de créances - Clause de rete					
EXERCICE 2017	1 500 000		1 500 000		
EXERCICE 2016	1 500 000		1 500 000		
EXERCICE 2012	2 150 000		2 150 000		
EXERCICE 2011	1 400 000		1 400 000		

TOTAL	8 300 000		8 300 000		
--------------	------------------	--	------------------	--	--

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres

TOTAL					
--------------	--	--	--	--	--

UJA
Société par Actions Simplifiée au capital de 18.420.925 €
Siège Social : 117, Quai de Valmy – 75010 Paris
RCS PARIS 340 429 653

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

EN DATE DU 11 JUILLET 2019

EXTRAIT

.../...

PREMIERE DECISION

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018
Quitus au président

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance des rapports du Président et des Commissaires aux comptes, approuve tels qu'ils lui ont été présentés le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ainsi que les opérations traduites ou résumées dans ces comptes et qui font apparaître un résultat positif de 715.153 €.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Associé Unique prend acte de ce que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une dépense non déductible du résultat fiscal, visée à l'article 39-4 du Code général des impôts, à savoir un montant de 43.070 € réintégré au titre des amortissements excédentaires.

En conséquence, l'Associé Unique donne quitus entier et sans réserve au président pour l'accomplissement de son mandat au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2018.

DEUXIEME DECISION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018

L'Associé Unique décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018, s'élevant à 715.153 €, en report à nouveau portant ainsi ce compte à (32.033.729) €.

Il est rappelé, conformément à la loi, qu'il a été distribué à titre de dividendes, au cours des trois derniers exercices sociaux, les sommes suivantes :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	AVOIR FISCAL
2015	NEANT	NEANT
2016	NEANT	NEANT
2017	NEANT	NEANT

.../...

QUATRIEME DECISION

Pouvoirs

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de ces délibérations en vue de l'accomplissement des formalités de dépôt au greffe du tribunal de commerce.

Cn

.../...

Extrait certifié conforme à l'original

Le Président

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized, overlapping loops and a long diagonal stroke, positioned below a horizontal line.

UJA

Société par actions simplifiée

117 Quai de Valmy

75010 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Grant Thornton
29 rue du Pont
92200 Neuilly-sur Seine

Constantin Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

UJA

Société par actions simplifiée

117 Quai de Valmy

75010 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'associé unique de la société UJA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société UJA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des fonds de commerce, des immobilisations corporelles et des immobilisations financières

Les notes a), b) et c) du paragraphe « C. Règles et Méthodes comptables » de l'annexe exposent les méthodes comptables relatives respectivement à la comptabilisation et l'évaluation des fonds de commerce, des immobilisations corporelles et des immobilisations financières.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Stocks

La note d) du paragraphe « C. Règles et Méthodes comptables » de l'annexe exposent les méthodes comptables relatives à la comptabilisation et l'évaluation des stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 10 juillet 2019

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton

Constantin Associés



Olivier BOCHET



Guillaume GINE



Thierry BILLAC

UJA

117 Quai VALMY

75010 PARIS 10E

Comptes au 31/12/2018



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Immobilisations	8
Amortissements	9
Provisions et dépréciations	10
Créances et dettes	11
Charges à payer	12
Charges et produits constatés d'avance	13
Produits à recevoir	14
Charges et produits exceptionnels	15
UJA PLAQUETTE 2018- Participations et Filiales v2	16
Composition du capital social	17
Engagements financiers donnés et reçus	18

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	50		50	
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	4 178 683	927 477	3 251 206	2 988 508
Fonds commercial	38 321 655	14 766 106	23 555 549	25 590 346
Autres immobilisations incorporelles	157 803		157 803	157 803
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	6 884 819	4 884 032	2 000 787	2 272 408
Installations techniques, matériel, outillage	2 177 788	2 139 034	38 754	78 005
Autres immobilisations corporelles	28 289 612	16 345 510	11 944 102	15 136 052
Immobilisations en cours	911 717		911 717	245 497
Avances et acomptes	153 534		153 534	153 534
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	13 496 324	13 033 606	462 718	462 718
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	990 931		990 931	990 931
Prêts	651 197		651 197	651 197
Autres immobilisations financières	4 004 671		4 004 671	4 014 103
ACTIF IMMOBILISE	100 218 783	52 095 765	48 123 018	52 741 102
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	1 886 144	147 062	1 739 082	1 599 095
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	23 722 205	4 841 688	18 880 517	20 191 860
Avances et acomptes versés sur commandes	1 432 341		1 432 341	1 645 616
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 641 842	118 843	1 522 999	1 755 402
Autres créances	17 949 613	1 475 409	16 474 204	14 542 967
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	164 262		164 262	164 262
(dont actions propres :)				
Disponibilités	9 625 799		9 625 799	7 637 720
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	5 396 081		5 396 081	4 282 145
ACTIF CIRCULANT	61 818 287	6 583 001	55 235 285	51 819 067
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	162 037 070	58 678 767	103 358 303	104 560 169

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 18 420 925)	18 420 925	18 420 925
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 492 649	2 492 649
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 842 092	1 842 092
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	20 026 250	20 026 250
Report à nouveau	-32 748 882	-30 637 103
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	715 153	-2 111 762
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	10 748 188	10 033 051
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 028 087	1 087 813
Provisions pour charges		
PROVISIONS	1 028 087	1 087 813
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	435 055	92 126
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	66 610 739	71 339 399
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		815 533
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 108 628	16 173 274
Dettes fiscales et sociales	4 952 444	4 719 052
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		299 922
Autres dettes	445 873	
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	29 289	
DETTES	91 582 029	93 439 305
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	103 358 303	104 560 169

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises	64 484 852	13 332 079	77 816 931	79 541 034
Production vendue de biens				
Production vendue de services	23 959		23 959	
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	64 508 812	13 332 079	77 840 890	79 541 034
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 474 534	9 483 880
Autres produits			459 367	358 553
PRODUITS D'EXPLOITATION			79 774 792	89 383 467
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			18 388 164	19 613 056
Variation de stock (marchandises)			3 533 068	-2 633 628
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			4 446 828	5 809 067
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-161 502	202 971
Autres achats et charges externes			49 118 985	49 432 829
Impôts, taxes et versements assimilés			1 953 653	1 546 682
Salaires et traitements			11 581 600	11 411 089
Charges sociales			3 973 192	3 499 203
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 169 237	5 439 013
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			364 459	7 660 880
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			-1 969 786	8 254 062
Dotations aux provisions			188 613	113 429
Autres charges			147 182	321 916
CHARGES D'EXPLOITATION			96 733 694	110 670 569
RESULTAT D'EXPLOITATION			-16 958 903	-21 287 101
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			263 898	71 809
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			78 213	237 149
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			37 411	290
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			379 522	309 248
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				90 859
Intérêts et charges assimilées			1 334 440	1 501 822
Différences négatives de change			59 703	27 152
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 394 144	1 619 832
RESULTAT FINANCIER			-1 014 622	-1 310 584
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-17 973 525	-22 597 686

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2018

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	23 018 710	27 147 053
Produits exceptionnels sur opérations en capital	177 292	216
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		189 705
PRODUITS EXCEPTIONNELS	23 196 002	27 336 974
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 932 271	4 402 562
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 575 054	2 436 076
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 507 325	6 838 638
RESULTAT EXCEPTIONNEL	18 688 677	20 498 336
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		12 412
TOTAL DES PRODUITS	103 350 316	117 029 689
TOTAL DES CHARGES	102 635 163	119 141 451
BENEFICE OU PERTE	715 153	-2 111 762

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2018

A) Faits caractéristiques de l'exercice

Activité

Au cours de l'année 2018, sur la France, 5 magasins ont été fermés par la Société, à l'inverse 1 nouveau magasin image, 5 nouveaux outlets, 1 nouveau corner au Printemps ont été ouverts et 2 magasins ont été repositionnés dans le même centre commercial ou dans la même ville.

De plus 2 affiliés ont interrompu leur contrat avec UJA.

Sur la Belgique, un magasin a été fermé et deux autres magasins ont été ouverts.

En Italie, un nouveau corner chez Coin a été ouvert.

Notre magasin Suisse a été fermé à la fin de l'année et pour le moment nous restons en attente de repositionnement.

A l'international, nous avons 2 nouveaux master franchisés : un russe avec 3 magasin et un maltais avec un magasin.

Le programme de rénovation des boutiques au nouveau concept s'est poursuivi à un rythme un peu plus réduit, avec la rénovation de 14 magasins. A fin 2018, il restait dans le réseau des succursales 4 magasins non rénovés dans le Groupe en attente d'un repositionnement géographique.

Dans la continuité des années précédentes, la société UJA a souffert d'une conjoncture économique difficile avec un attentisme des consommatrices dans un marché du PAP en recul et avec une fréquentation en recul notamment sur la fin de l'année avec le mouvement des gilets jaunes. Le repositionnement de la marque se poursuit avec un rajeunissement des clientes et une politique de promotion moins agressive que dans le passé avec une volonté de montée en gamme.

La société UJA a réglé en juin 2018 la quatrième échéance du passif dont le règlement avait été étalé sur 8 ans en vertu du plan de sauvegarde homologué par le Tribunal de Commerce de Paris le 16 juin 2014, pour un montant de 369 milliers d'euros.

Les charges restent sous contrôle avec un management lean, mais les loyers et la masse salariale, sont des coûts fixes importants.

Actionnariat et participations

Pas de changement cette année : la Société reste détenue intégralement par la société FUJA Holding.

La maison-mère de la Société a consenti un abandon de créance de 23 millions d'euros (contre 26 millions l'année précédente) afin de reconstituer les capitaux propres (et de rester supérieurs à la moitié du capital social) de la Société qui cette année n'a pas bénéficié de vente exceptionnelle de magasins.

En 2018, la Société a consenti un nouvel abandon de créances avec clause de retour à meilleur fortune de 1.75 millions d'euros à sa filiale UJA Europe (Belgique) afin de reconstituer ses capitaux propres. Les titres avaient déjà été dépréciés à 100%.

En ce qui concerne UJA Italia, les titres restent provisionnés à 100% en revanche UJA a constaté une reprise sur la provision de compte courant pour ramener cette dernière à hauteur du dit compte courant.

De même sur UJA Espagne les titres restent provisionnés à 100% et UJA a constaté une reprise sur la provision de compte courant pour ramener cette dernière à hauteur du dit compte courant.

Sur UJA Suisse, les titres restent provisionnés à 100% et une provision complémentaire a été passée pour couvrir 100% du compte courant.

B) Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

C) Règles et Méthodes Comptables

La société UJA présente ses comptes sociaux selon les principes et méthodes comptables définis par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général modifié.

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2018, à l'exception du règlement n° 2018-01 du 20 avril 2018 concernant les changements de méthodes, changements d'estimation et corrections d'erreurs qui est applicable aux exercices ouverts à la date de publication du règlement, soit à la clôture du 31 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices
-

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Continuité d'exploitation

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation. Certes la société fait apparaître un résultat net bénéficiaire de 715.153€, mais son exploitation reste structurellement déficitaire. Néanmoins la direction de la société considère que la continuité d'exploitation n'est pas compromise du fait du soutien de l'actionnaire unique, FUJA Holding, via une lettre de confort (FUJA Holding bénéficiant lui-même d'une lettre de confort de son actionnaire unique à savoir BANQUE POPULAIRE DEVELOPPEMENT).

Changement d'estimation comptable

Il n'y a pas eu de changement d'estimation comptable sur cet exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût individuel d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou d'apport, hors frais d'acquisition des immobilisations.

Après analyse par la direction, selon le règlement 2015-06 du 23-11-2015 de l'ANC, le mali de fusion existant au 1^{er} janvier 2016 a été maintenu dans la rubrique « Fonds de commerce », car il n'a pas pu être affecté à des éléments identifiables.

En disposition de l'application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis.

Par conséquent nous avons constitué une provision pour dépréciation sur la base d'estimation d'expert. Sur quelques cas, cette estimation d'expert n'a pas été retenue, mais nous nous sommes basées sur le CA et l'exploitation du point de vente quand ils dégagent une rentabilité importante.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Construction à usage commercial : 20 ans

Matériel de transport : 5 ans

Installations et agencements des constructions : 5 à 10 ans

Matériel de bureau et outillage : 5 à 8 ans

Conformément à l'article 214-5 du PCG qui prévoit ainsi qu'une dépréciation doit être constatée si la valeur actuelle de l'immobilisation est devenue inférieure à sa valeur nette comptable les immobilisations des magasins dont la rentabilité est négative avec une faible chance de retournement ont été dépréciés à 100%.

c) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont inscrites au bilan pour leur valeur historique. Elles se décomposent en titres de participation des filiales, dépôts et cautionnements, et autres titres immobilisés et sont à échéance plus d'un an.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les compléments de prix d'acquisition sont évalués et constituent un élément de ce coût d'acquisition.

Par ailleurs, en application du règlement CRC n° 2004-06, les frais d'acquisition à compter de 2006 sont étalés sur 5 ans par le biais de la constatation d'un amortissement, dont le point de départ est la date d'acquisition des titres.

A la clôture de l'exercice, les valeurs des titres sont comparées aux valeurs d'utilité. La valeur d'utilité d'un titre est fonction de l'actif net corrigé des plus-values et moins-values latentes, de l'évolution attendue des résultats et de l'intérêt économique de la participation pour la Société.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition, une provision est constituée, égale à la différence entre la valeur d'utilité et le coût d'acquisition.

d) Stocks

Les stocks fabriqués sont évalués à leur coût d'acquisition selon la méthode CUMP (Coût Unitaire Moyen Pondéré) : celui-ci comprend le prix d'achat des matières premières majoré des coûts de sous-traitance et des frais accessoires d'achat.

Les stocks de marchandises sont évalués au coût de revient moyen pondéré. Celui-ci comprend le prix d'achat des marchandises majoré des frais accessoires d'achat.

	2017	2018
Stock tissu	1 724 642	1 886 144
Stock PF	27 255 273	23 722 205
TOTAL	28 979 915	25 608 349

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque des décotes significatives sur des produits d'anciennes saisons sont nécessaires pour la réalisation de la vente ou lorsque la valeur brute d'un article est inférieure à sa valeur de réalisation, notamment dans le cas de destruction programmée de marchandises.

Cette année il n'y a pas eu de modification des taux de dépréciations.

e) Créances clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Elles sont dépréciées, le cas échéant, pour tenir compte des difficultés de recouvrement dont elles pourraient faire l'objet.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition (hors frais accessoires). Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

g) Charges constatées d'avance

À la date de clôture de l'exercice, ce poste comprend essentiellement des redevances de loyers et charges locatives, des charges de maintenance, des droits d'entrée déductibles et amortis sur la durée du bail.

h) Emprunts et dettes

Les emprunts et dettes sont comptabilisés à leur valeur nominale.

i) Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement CRC N° 2000-06 sur les passifs « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions correspondent aux passifs répondant aux critères suivants :

- le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de façon précise ;
- l'incidence économique est négative pour la Société, ce passif s'analysant comme une obligation de la Société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

j) Variation des capitaux propres

POSTES	SOLDE OUVERTURE	FLUX 20 - RESULTAT	RESULTAT DE L'EXERCICE	SOLDE CLOTURE
CAPITAL SOCIAL	18 420 925			18 420 925
PRIME D'EMISSION	2 114 927			2 114 927
PRIME DE FUSION	377 722			377 722
RESERVES LEGALES	1 842 092			1 842 092
AUTRES RESERVES	20 026 250			20 026 250
REPORT A NOUVEAU	-30 637 120	-2 111 762		-32 748 882
RESULTAT DE L'EXERCICE	-2 111 762	2 111 762	715 153	715 153
	10 033 034	0	715 153	10 748 187

**Le capital social d'UJA est composé de 736 837 actions de 25 euros.*

k) Consolidation

Les comptes au 31 décembre sont consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés de la société FUJA Holding inscrite au RCS de Paris sous le N° 340 429 653 et dont le siège social est situé au 117 quai de Valmy 75.010 Paris

l) Honoraires commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont mentionnés dans l'annexe des comptes consolidés.

m) Mandataires sociaux

Aucun membre des organes de direction, d'administration et de surveillance n'a fait partie de l'effectif salarié en 2018.

n) Intégration fiscale

FUJA Holding constitue, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007, un groupe fiscalement intégré avec la société UJA et les filiales françaises de la société UJA, conformément aux articles 223-A et suivants du Code Général des Impôts.

FUJA Holding, en tant que société tête de groupe, a donc été autorisée à se constituer seule redevable de l'impôt sur les sociétés du groupe fiscal en vue de la détermination du résultat d'ensemble du groupe fiscal, conformément aux dispositions des articles 223-A et suivants du C.G.I.

En conséquence, en application des dispositions de l'article 1 de la Convention d'intégration fiscale signée le 7 mars 2008 :

- A la clôture d'un exercice bénéficiaire, les sociétés filiales verseront chacune à la société tête de groupe, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe fiscal et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé leur résultat et/ou leur plus-value nette à long terme de l'exercice si elles étaient imposables distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont elles auraient bénéficié en l'absence d'intégration ;
- A la clôture d'un exercice déficitaire, les sociétés filiales ne seront titulaires à raison de cette situation d'aucune créance sur la société tête de groupe, pas même dans le cas où cette dernière se sera constituée une créance sur le Trésor en optant pour le report en arrière du déficit d'ensemble.

o) Transactions entre parties liées

Il n'existe aucune transaction ayant une importance significative et qui n'ait pas été conclue à des conditions normales de marché.

p) Engagements hors bilan

La valeur des engagements pour les indemnités de départ à la retraite des salariés de la Société est de 769 365 euros. Les principales hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements sont les suivantes :

- âge de départ à la retraite à 65 ans soit le taux plein de la Sécurité Sociale;
- taux d'actualisation de 1.55% ;
- taux de revalorisation des salaires 1.5% ;
- turnover compris entre 0% et 30%, en fonction des statuts et des tranches d'âge.

En 2018, la société UJA a consenti un nouvel abandon de créances avec clause de retour à meilleur fortune de 1.75 millions d'euros à sa filiale UJA Europe (Belgique) afin de reconstituer ses capitaux propres. Les titres avaient déjà été dépréciés à 100%.

q) Prise de participation

Néant au titre de l'année 2018.

r) Effectif moyen du personnel (équivalent temps plein)

EFFECTIF	31/12/2017	31/12/2018
Cadres	14,3	15,5
Non cadres	419,8	418,5
Total	434,2	434,0

s) Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi s'élève à 625.265 euros pour l'exercice 2018 contre 704 874 euros pour l'exercice précédent du fait de la réduction de taux de 7% à 6%.

Il a été comptabilisé en déduction des charges sociales dans un poste Spécifique « CICE ».

Il est réinvesti en formation et recrutement du personnel.

Annexes

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			6 316
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	44 419 257		581 413
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	1 122 062		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	6 885 336		3 257
Install. techniques, matériel et outillage ind.	2 356 732		2 959
Installations générales, agenc., aménag.	22 030 877		1 946 244
Matériel de transport	196 515		1 140
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 302 467		317 687
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	245 497		4 290 212
Avances et acomptes	153 534		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	37 293 020		6 561 500
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	13 496 324		
Autres titres immobilisés	990 931		
Prêts et autres immobilisations financières	4 665 299		455 829
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	19 152 555		455 829
TOTAL GENERAL	100 864 831		7 605 059

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT		6 267	50	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		2 342 530	42 658 140	
Terrains				
Constructions sur sol propre			1 122 062	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.		1 125 837	5 762 757	
Installations techn., matériel et outillages ind.		181 902	2 177 788	
Installations générales, agencements divers		253 522	23 723 599	
Matériel de transport		103 900	93 755	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		147 897	4 472 258	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		3 623 992	911 717	
Avances et acomptes			153 534	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		5 437 050	38 417 470	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			13 496 324	
Autres titres immobilisés			990 931	
Prêts et autres immobilisations financières		465 261	4 655 868	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		465 261	19 143 123	
TOTAL GENERAL		8 251 107	100 218 783	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	608 761	318 716		927 477
Terrains				
Constructions sur sol propre	169 554	56 103		225 657
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	5 655 125	193 289	1 100 350	4 748 064
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 278 726	39 231	178 923	2 139 034
Installations générales, agenc. et aménag. divers	8 298 209	4 094 061	117 324	12 274 945
Matériel de transport	144 629	13 380	62 281	95 728
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 861 279	454 457	102 781	3 212 955
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 407 523	4 850 521	1 561 660	22 696 384
TOTAL GENERAL	20 016 284	5 169 237	1 561 660	23 623 861

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

**FRAIS ETBL
AUT. INC.**

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	--------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 087 813	188 613	248 339	1 028 087
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 087 813	188 613	248 339	1 028 087
Dépréciations immobilisations incorporelles	15 073 839	5 709 739	6 017 472	14 766 106
Dépréciations immobilisations corporelles		672 192		672 192
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	13 033 606			13 033 606
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	7 188 960	4 988 750	7 188 960	4 988 750
Dépréciations comptes clients	152 341	122 861	156 359	118 843
Autres dépréciations	1 906 230	111 582	542 403	1 475 409
DEPRECIATIONS	37 354 975	11 605 123	13 905 193	35 054 905
TOTAL GENERAL	38 442 788	11 793 736	14 153 532	36 082 992
Dotations et reprises d'exploitation		11 605 123	13 905 193	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	651 197	651 197	
Autres immobilisations financières	4 004 671	4 004 671	
Clients douteux ou litigieux	153 213	153 213	
Autres créances clients	1 488 628	1 488 628	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	153 402	153 402	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 805 367	2 805 367	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	625 265	625 265	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	14 365 578	14 365 578	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	5 396 081	5 396 081	
TOTAL GENERAL	29 643 403	29 643 403	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	407 774	407 774		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	27 281	27 281		
Emprunts et dettes financières divers	39 343 163	39 343 163		
Fournisseurs et comptes rattachés	19 108 628	19 108 628		
Personnel et comptes rattachés	862 985	862 985		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 461 897	1 461 897		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 709 321	1 709 321		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	918 242	918 242		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	445 873	445 873		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	29 289	29 289		
TOTAL GENERAL	64 314 453	64 314 453		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2018
CHARGES A PAYER		
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		
408100	SERVICES FACT NON PARVENUES	11 255 625,03
408200	TISSUS FACT NON PARVENUES	328 797,29
408300	PRODTS FINIS FACT NON PARVENUES	1 303 549,09
408611	FNP PRESTATIONS DIVERSES	-15 263,65
408613	FNP LOYERS	1 540 829,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		14 413 536,76
AUTRES DETTES		
419800	AVOIRS A ETABLIR	168 281,78
419850	BONS ACHATS	50,00
455800	ASSOCIES C/C INTERETS COURUS	220 999,00
TOTAL AUTRES DETTES		389 330,78
DETTES FISCALES ET SOCIALES		
428200	PROVISIONS / CONGES PAYES	628 825,11
428300	PROVISIONS / RTT	3 284,08
428400	DETTES PROV PART SALARIAL	6 533,04
428600	AUTRES CHARGES A PAYER	137 750,00
438200	CHARGES SOCIALES SUR PROV CP	239 171,63
438300	CHARGES SOCIALES SUR PROV RTT	1 247,94
438600	PROV CH SOCIALES A PAYER	69 987,00
448010	ETAT CHARGES A PAYER - S -	30 994,50
448610	ETAT CHARGES A PAYER -TAXE APPRENTI	121 169,00
448620	ETAT CHARGES A PAYER - FORM CONTINU	154 539,26
448630	ETAT CHARGES A PAYER EFFORT CONSTRU	49 512,00
448640	ETAT CHARGES A PAYER AGEFIP	84 325,80
448650	ETAT CHARGES A PAYER TAXE ECO	13 954,48
448660	ETAT TAXE A PAYER ORGANIC	102 300,39
448670	ETAT CHARGES A PAYER CVAE	54 529,00
448680	ETAT CHARGES A PAYER CET-CFE	23 623,28
448690	TASCOM	160 546,94
448691	ETAT CHARGES A PAYER - TVS	24 746,99
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		1 907 040,44
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		
518600	INTERETS A PAYER	27 281,11
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		27 281,11
TOTAL CHARGES A PAYER		16 737 189,09

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2018

Compte	Libellé	31/12/2018
480000	DROIT ENTREE DEDUCTIBLE	578 330,65
TOTAL		578 330,65
TOTAL		578 330,65
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION		
486000	SERVICES CONSTATES AVANCE	848 724,30
486100	TISSUS CONSTATES AVANCE	1 491,08
486613	CCA LOYERS	3 967 534,97
486620	CCA MARKETING-WEB	-29 289,30
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION		4 788 461,05
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		4 788 461,05

Compte	Libellé	31/12/2018
PRODUITS A RECEVOIR		
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		
418100	CLIENTS FACT A ETABLIR	247 492,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		247 492,00
AUTRES CREANCES		
409801	AVOIRS A RECEVOIR TISSUS	960,60
448700	ETAT PRODUITS A RECEVOIR	625 265,23
468700	PRODUITS A RECEVOIR	23 301,05
TOTAL AUTRES CREANCES		649 526,88
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		897 018,88

Charges et produits exceptionnels

Déclaration au 31/12/2018

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	156 630	
CHARGE EXCEPTIONNELLE - ABANDON DE CREANCES	1 750 000	
CHARGE EXCEPTIONNELLE INDEMNITES TRANSACTIONS	25 202	
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR EX/ANTERIEURS	439	
VALEUR NETTE IMMOS INCORPORELLES	2 342 530	
VALEUR NETTE IMMOS CORPORELLES	232 524	

TOTAL	4 507 325
--------------	------------------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
PRODUIT EXCEPTIONNEL - ABANDON DE CREANCES	23 000 000	
DIFFERENCES REMISES CLIENTS	18 710	
PRODUITS CESSION IMMOS CORPORELLES	31 246	
	146 047	

TOTAL	23 196 002
--------------	-------------------

Filiales et participations

Dénomination sociale	Activité	Pays	Capitaux Propres avant résultat	% de détention	CA en (k€)	Résultat du dernier exercice clos 31-12-2018 en (k€)
UJA CREATION	Prestation de services à UJA	France	3	99,50%	1 764	61
UJA PROMOTION	Prestation de services à UJA	France	1 481	100%	3 663	87
DEMAFOR	Prestation de services à UJA	France	2 112	100%	1 886	(48)
UJA EUROPE	Ditribution de la collection UJA en boutique	Belgique	872	99,9%	7 485	(334)
UJA ITALIA	Ditribution de la collection UJA en boutique	Italie	1 212	100%	1 956	(335)
UJA ESPANA	Ditribution de la collection UJA en boutique	Espagne	(79)	100%	445	(13)
VETSHOP	Ditribution de la collection UJA en boutique	Luxembourg	2 862	100%	2 614	181

Dénomination sociale	Activité	Pays	Capitaux Propres avant résultat	% de détention	CA en (k CHF)	Résultat du dernier exercice clos 31-12-2018 en (k CHF)
UJA SUISSE	Ditribution de la collection UJA en boutique	Suisse	(195)	100%	171 k CHF	-434 k CHF

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	736 837			25
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Engagements financiers donnés et reçus

Déclaration au 31/12/2018

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
IFC	769 365					769 365

TOTAL	769 365					769 365
-------	---------	--	--	--	--	---------

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
UJA EUROPE	1 750 000		1 750 000			
Abandon de créances - Clause de retc						
EXERCICE 2017	1 500 000		1 500 000			
EXERCICE 2016	1 500 000		1 500 000			
EXERCICE 2012	2 150 000		2 150 000			
EXERCICE 2011	1 400 000		1 400 000			

TOTAL	8 300 000		8 300 000			
-------	-----------	--	-----------	--	--	--

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL						
-------	--	--	--	--	--	--